



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**METEO
FRANCE**

À VOS CÔTÉS, DANS UN
CLIMAT QUI CHANGE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Accompagnement, Conception, réalisation et diffusion de contenus
multimédias**

Marché n° 2501F0247

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Météo-France

73, avenue de Paris - 94165 Saint-Mandé CEDEX - France
www.meteofrance.fr [@meteofrance](https://twitter.com/meteofrance)
Météo-France, certifié ISO 9001

Table des matières

Cahier des clauses administratives particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	5
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Définition du besoin.....	5
10. Variantes.....	5
11. Modalités d'exécution des prestations.....	5
11.1. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
11.2. Sous-traitance.....	6
11.3. Arrêt de l'exécution des prestations.....	7
12. Obligations du titulaire.....	7
12.1. Assurances.....	7
12.2. Insertion sociale.....	7
12.3. Obligations environnementales du titulaire.....	7
12.4. Secret professionnel.....	7
12.5. Transfert des données.....	7
12.6. Information et conseil.....	7
13. Constatation de l'exécution des prestations.....	7
14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	8
15. Propriété intellectuelle.....	8
15.1. Propriété matérielle des résultats.....	8
15.2. Cession des droits de propriété intellectuelle.....	9
16. Protection des données personnelles.....	10
16.1. Champ d'application.....	10
16.2. Durée de conservation et sort des données.....	11
16.3. Obligations du titulaire.....	11
16.4. Mesures de sécurité.....	11
16.5. Droit d'information des personnes concernées.....	11
16.6. Notification des violations de données à caractère personnel.....	12
16.7. Assistance.....	12
16.8. Registre des catégories d'activités de traitement.....	12
16.9. Documentation.....	12
17. Établissement des prix.....	12
17.1. Définition.....	12
17.2. Révision des prix.....	12
17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	13
18. Paiements.....	13
18.1. Acompte.....	13
18.2. Avance.....	13
18.3. Modalités de paiement.....	13
18.4. Intérêts moratoires.....	14
18.5. Établissement des factures.....	14
19. Cession ou nantissement des créances.....	15
20. Pièces et attestations à fournir.....	15
20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	15
20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	15
20.3. Liste nominative du personnel étranger.....	15
20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	16

21. Pénalités.....	16
21.1. Pénalités pour retard.....	16
21.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	16
22. Résiliation.....	17
23. Litiges et attribution de juridiction.....	17
24. Dérogations.....	17

Cahier des clauses administratives particulières

1. Objet du marché public

Le présent marché a pour objet l'accompagnement de Météo-France dans la conception, la réalisation et la diffusion de contenus multimédias (édition, web, audiovisuel, réseaux sociaux et aux autres supports).

2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signés (format Pdf), dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

4. le cadre de réponse dûment rempli

5. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

6. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

7. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

3. Décomposition du marché public

Compte tenu de la nécessaire cohérence de l'ensemble de la prestation, la présente consultation porte sur un seul lot : l'accompagnement de Météo-France dans la conception, la réalisation et la diffusion de contenus multimédias (édition, web, audiovisuel, réseaux sociaux).

4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du Code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est un appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

5. Durée du marché public

Le marché public prend effet pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible deux fois pour une durée d'un an de manière tacite. Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins trois mois avant l'échéance.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les prestations prennent effet à la date de notification du bon de commande afférent et pour la durée d'exécution y figurant.

Par dérogation aux stipulations de l'article 13.2.3 du CCAG/PI applicable, les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité du marché public et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité du marché public, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Les représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

7. Montant du marché public

Le montant maximal est de 650 000 € HT pour l'ensemble du marché public, périodes de reconduction comprises.

8. Notification des informations et des décisions

Par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable, la notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

9. Définition du besoin

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières.

10. Variantes

Sans objet.

11. Modalités d'exécution des prestations

11.1.1 - Pilotage et suivi d'exécution

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de l'équipe et de l'expertise proposée par le titulaire en regard de la demande de Météo-France. Concernant la personne nommément désignée par le titulaire en tant que chef de projet, si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, d'où l'importance de constituer une équipe projet autour du chef de projet.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de 7 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant à profil et compétence identiques et l'en informer.

À défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai de 7 jours indiqué ci-dessus, le marché pourra être résilié.

À ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'administration dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

11.1.2 - Délais d'exécution des prestations du marché

Sauf indication contraire mentionnée, le délai de réalisation d'une prestation est précisé dans le devis du titulaire puis retranscrit dans le bon de commande émis par l'acheteur. Les délais sont fixés en jours calendaires. Sont pris en compte : le nombre de jours entre la notification et la première livraison de la prestation acceptée comme telle par l'acheteur.

11.1.3 – Modalités des demandes de devis

Chaque réalisation de prestation débute par une demande initiale de l'acheteur, sous la forme qu'elle juge la plus appropriée (cahier des charges, note de cadrage, demande par mail, etc.). Elle fera l'objet des étapes suivantes :

- un premier échange téléphonique et/ou par courrier électronique entre l'acheteur et le titulaire pour préciser l'objet de la demande et la calibrer, ainsi que définir le délai de réponse du titulaire ;
- la présentation de la réponse du titulaire ainsi que le devis afférent, s'il s'agit d'une prestation sur devis, et la date/le délai de livraison prévu par le titulaire pour les prestations initiales, les validations/corrections et la livraison finale ;
- l'acceptation du devis, s'il s'agit d'une prestation sur devis, et des délais par l'acheteur qui émet un bon de commande précisant le délai de livraison ;

Les devis s'établiront sur la base d'un prix de journée unitaire par type de profil sollicité.

Le titulaire livre les prestations dans le délai maximum prévu dans le bon de commande. En cas de non-conformité de la prestation avec la demande initiale, le titulaire reprend ses travaux, sans frais supplémentaires, pour les mettre en conformité.

Le titulaire doit assurer un suivi technique et financier des différentes prestations réalisées pour le compte de l'ensemble des utilisateurs du marché, permettant au coordonnateur du marché représentant l'acheteur de disposer d'un suivi régulier de la bonne exécution du marché.

11.1. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG applicable, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG applicable, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG applicable.

11.2. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée pour la prestation.

11.3. Arrêt de l'exécution des prestations

Météo-France peut décider d'arrêter l'exécution des prestations sur devis, après trois allers-retours non satisfaisants ou/et suite à des discussions ou échanges infructueux.

12. Obligations du titulaire

12.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/PI.

12.2. Insertion sociale

Afin de se conformer à l'article 16.1 du CCAG :

L'entreprise favorise et encourage la diversité dans les équipes dédiées au projet du présent marché (égalité homme-femme ou inclusion) et en fait la preuve lors de sa candidature (CV par exemple).

12.3. Obligations environnementales du titulaire

Afin de se conformer à l'article 16.2 du CCAG :

L'entreprise s'engage à réduire son empreinte carbone et a favorisé les outils collaboratifs en ligne pendant ses réunions de travail avec les services de Météo-France. Elle fait la preuve qu'elle utilise des serveurs à faible empreinte de carbone pour l'hébergement des contenus éditoriaux ou qu'elle compense ses émissions de CO2 par des actions concrètes.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2 du CCAG applicable quant à la gestion des emballages.

12.4. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

12.5. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

12.6. Information et conseil


Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

13. Constatation de l'exécution des prestations

Les modalités de constatation de l'exécution des prestations stipulées au chapitre 5 du CCAG/PI s'appliquent.

Météo-France

73, avenue de Paris - 94165 Saint-Mandé CEDEX - France

www.meteofrance.fr  @meteofrance

Météo-France, certifié ISO 9001

14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction de la Communication est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le responsable du département DIRCOM/REDAC. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction de la Communication
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le correspondant technique de Météo France est la responsable du département « Rédaction ».

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable principal de St-Mandé. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable Principal
73, Avenue de Paris
94165 Saint Mandé cédex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 20 du présent cahier des clauses administratives particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le e) de l'article 39.1 du CCAG/PI applicable sont ramenés à quinze jours.

15. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

15.1. Propriété matérielle des résultats

Météo-France est propriétaire de tous les documents, maquettes, esquisses, projets, illustrations, typons masters, et tout autre support des prestations fournies par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire doit remettre à la fin de la prestation l'ensemble des éléments (fichiers sources, gabarits, maquettes...) lui ayant permis de réaliser la prestation.

15.2. Cession des droits de propriété intellectuelle

Par dérogation aux articles 35.2.1, 35.3.1 et 35.3.2 du CCAG/PI, sont cédés à Météo-France à titre exclusif pour le monde entier, tous les droits de propriété intellectuelle, artistique ou industrielle sur les résultats. La cession comporte pour ces résultats le droit pour Météo-France de procéder à tout dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs. L'exploitation et la publication des résultats par le titulaire ne sont pas autorisées.

Sont notamment cédés tous les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation et de traduction attaches aux résultats quelle qu'en soit la nature, par tout moyen, pour tout média et tout support (analogique ou numérique). L'acheteur pourra céder ou licencier les droits de propriété intellectuelle acquis sur les résultats du marché pour toute utilisation, par tout moyen, pour tout média et tout support.

Le droit de reproduction cède ci-dessus comprend notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire ou enregistrer les résultats sur tous les supports ou matériaux connus (film, photo, disque, bande magnétique, plaquette publicitaire, livre, catalogue, journaux, magazines, papier de commerce, enseigne, véhicules, internet, etc.) ;
- le droit d'établir ou de faire établir, en autant d'exemplaires qu'il plaira, tous les originaux, doubles ou copies, en tout format et pour tout procédé à partir des reproductions ci-dessus ;
- le droit de traiter avec tout fabricant, façonnier ou autre pour la mise en œuvre du droit de reproduction (imprimerie, laboratoire, éditeur, fabricant de disques, vidéogrammes, bandes magnétiques, etc.) sur tous les supports, matériaux et par tous les procédés connus ou inconnus à ce jour ;
- le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, doubles, copies, reproductions, pour toute diffusion et communication publique au travers des différents médias (affichage, presse, cinéma, radiodiffusion et communication sonore et/ou télévisuelle, etc.) ou sur tout support quel que soit le procédé de diffusion ou de communication ;
- le droit d'utiliser tous les logos et visuels créés dans le cadre de ce marché. Le droit de représentation comprend de la manière la plus générale le droit de diffusion et de communication des résultats au public en France et à l'étranger et en toute langue, sur tous les supports, pour tous les moyens de diffusion et de communication des paroles, du son et des images, notamment radiophonique, photographique, cinématographique, vidéographique par radiodiffusion sonore et/ou télévisuelle quel qu'en soit le procédé technique et communication par câble électrique ou optique, laser, voie hertzienne ou satellite.

Le droit d'adaptation cédé relativement aux résultats comprend au profit de la personne publique le droit d'adapter, d'actualiser, et de modifier tout ou partie des résultats, notamment en fonction de l'évolution de ses besoins publicitaires et de promotion, et d'exploiter dans les conditions définies ci-dessus les adaptations qui en seront faites, sous réserve de respecter les droits moraux de l'auteur des œuvres.

Le titulaire doit également :

- obtenir, sauf accord express de l'acheteur sur une limitation de cession, des auteurs, concepteurs, inventeurs, qu'ils soient ou non ses salariés, la cession au nom et pour le compte de l'acheteur de tous les droits exclusifs d'exploitation, droits de reproduction, de représentation, d'adaptation ou de traduction, sur les résultats, par tout moyen, pour tout média et tout support (analogique ou numérique), pour toute la durée de protection du droit d'auteur, pour le monde entier, ainsi que les droits relevant de la protection au titre du droit des marques, dessins, modèles ou brevets en France et à l'étranger ;
- obtenir au nom et pour le compte de l'acheteur, de la part des personnes physiques, l'autorisation d'utiliser leur image ou l'un des éléments de leur personnalité et, plus précisément, pour les mannequins et pour les artistes interprètes, la cession des droits d'utilisation, définis dans le temps, l'espace et en fonction des médias, conformément aux besoins définis par l'acheteur et aux réglementations qui leur sont respectivement applicables. L'acheteur précise qu'il souhaite disposer des droits les plus larges possibles.

S'agissant de la durée de la cession des droits ci-dessus, le titulaire accepte cette disposition pour une durée de quinze **(15) ans** à compter de la livraison des résultats. Au-delà de cette période, l'administration peut faire une demande ponctuelle de cession des droits dits patrimoniaux, que le titulaire s'engage à accepter.

Concernant les droits extérieurs au titulaire (droits pour une image, comédiens, etc), le titulaire s'engage à acquérir ces derniers pour une durée de deux (2) ans à compter de la livraison des résultats, sauf demande expresse de l'administration, et à faire le nécessaire en cas de reconduction et/ou à donner les informations nécessaires à l'administration pour que celle-ci puisse assurer une éventuelle extension/prolongation.

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits ci-dessus est comprise dans les prix du marché et devra être expressément indiquée dans les échanges et devis correspondants.

Le titulaire s'engage à céder ces droits gracieusement pour une utilisation des résultats dans les réseaux ou les outils propres à l'administration (intranet, présentation, site internet, etc) pour la durée de 20 ans dans le monde entier, sous réserve que cette disposition ne contrevienne pas à un engagement spécifique pris par le titulaire pour le compte de l'acheteur.

Les prix de cession de droits sont inclus dans les prix des prestations.

16. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG/PI applicable.

16.1. Champ d'application

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de Météo-France, qui constitue le responsable du traitement, les données à caractère personnel ci-après définies nécessaires à la réalisation des prestations prévues par le présent marché pendant la durée d'exécution de celui-ci.

L'objectif du marché est objet l'accompagnement de Météo-France dans la conception, la réalisation et la diffusion de contenus multimédias (édition, web, audiovisuel, réseaux sociaux).

Le titulaire est autorisé à traiter dans le strict respect des finalités du traitement, pour le compte de l'acheteur et pour la durée du marché public, les données à caractère personnel susceptibles d'être collectées ayant trait à l'identité de l'utilisateur, à des données de connexion, éventuellement à ses coordonnées postales et/ou électroniques et ayant pour finalité :

- la navigation sur un site,
- la mesure d'audience,
- la création d'un compte utilisateur,
- l'inscription à une newsletter,
- le dépôt d'un document,
- la saisie d'une demande de renseignement ou de prise de contact,
- la rédaction d'un commentaire.

Les données sont conservées jusqu'à la fin du marché sans que cette durée ne puisse dépasser 6 mois après la fin du marché.

Dans le cas où les données personnelles sont transférées dans un pays hors de l'Union européenne, le titulaire le précise dans son mémoire technique en indiquant les pays concernés. Météo-France, en tant que responsable du traitement, se réserve le droit d'autoriser ou d'interdire ces transferts.

16.2. Durée de conservation et sort des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée de validité du marché public.

Le titulaire s'engage, au terme du marché, à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.

16.3. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

16.4. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

16.5. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières.

16.6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

16.7. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

16.8. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

16.9. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

17. Établissement des prix

17.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. Les prix sont forfaitaires et unitaires et révisibles.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

17.2. Révision des prix

Conformément aux articles R2112-8, R2112-9 et R2112-13 du code de la commande publique, les prix sont définitifs et révisibles.

Les prix sont révisés annuellement. Les prix révisés sont applicables à compter du 1^{er} janvier et pour une durée d'un an. La première révision des prix intervient le 1^{er} janvier 2027.

L'indice de référence est l'indice mensuel Syntec établi par la Fédération Syntec et publié par « Le Moniteur ».

Les prix de base sont révisés par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (F_n/F_0)$$

dans laquelle :

- P_n est le prix révisé pour l'année n.
- P_0 est le prix initial figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- F_n est la dernière valeur non provisoire de l'indice de référence publiée à la date du calcul de la révision de prix, qui intervient au cours du mois qui précède sa date d'entrée en application.
- F_0 est la valeur de l'indice de référence afférente au mois au cours duquel le titulaire a remis son offre finale.

La révision de prix est calculée par Météo-France, qui communique par tout moyen au titulaire les prix révisés.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Le prix révisé (P_n) par application de ce coefficient est arrondi à la deuxième décimale la plus proche.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/PI, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

18. Paiements

18.1. Acompte

Conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut recevoir des acomptes d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées au moment de la demande. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, la périodicité de versement des acomptes est ramenée à un mois à la demande du titulaire.

18.2. Avance

L'option B du CCAG /PI s'applique.

Sous les réserves de la non-renonciation par le titulaire et du respect des conditions d'éligibilité prévues par le code de la commande publique, le taux de l'avance est de 15 % du montant TTC du bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande correspondant.

18.3. Modalités de paiement

Les prestations sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

Les frais de déplacement (transport, hôtel, restauration) inhérents à l'exécution des prestations sont à la charge du titulaire sans que celui-ci ne puisse demander de remboursement.

18.4. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

18.5. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2501F0247
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 01DCOMA
(code en A s'agissant des factures des prestations ayant fait l'objet d'un engagement juridique préalable (bons de commande, marché à prix forfaitaires...) ; code en B pour les autres prestations, sans engagement juridique préalable).
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

19. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

20. Pièces et attestations à fournir

20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

20.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

21. Pénalités

21.1. Pénalités pour retard

Par dérogation au CCAG/PI , en cas de retard du titulaire par rapport aux délais prévus par le marché public, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour ou le délai indique au bon de commande des prestations est expiré.

Le montant de cette pénalité, par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, est égal à :

$$V \times R/100$$

ou V représente la valeur des prestations, indiqué sur le bon de commande, sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable, et R représente le nombre de jours de retard.

21.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

22. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales PI applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 20.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 27 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

23. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG applicable, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

24. Dérogations

Les stipulations de l'article 6 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement à l'article 13.2.3 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 8 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 11.1 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles 3.7.4, 3.8.4, 12.1.3 et 12.1.4 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement à l'article 3.4.3 et au e) de l'article 39.1 du CCAG applicable.

Les stipulations de l'article 17.2 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement à l'article 10.2.2 du CCAG applicable.